

UN LIBRARY  
JUN 5 1975  
UN/DA COLLECT

Distr.  
LIMITEE  
T/L.1198  
4 juin 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS-  
FRANCAIS

Quarante-deuxième session  
Point 4 de l'ordre du jour

## SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1442ème séance, le 3 juin 1975, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de l'Australie et de la France, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil et aux fins d'inclusion dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire.
2. Le Comité de rédaction a tenu deux séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1191 et Add.1 et Add.2) en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit être incorporé au prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les fasse insérer à la fin de chaque section ou sous-section appropriée du chapitre.



Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Déplacements de population

1. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que la population de l'atoll de Bikini a commencé de regagner son habitat ancestral après avoir reçu toutes les garanties nécessaires concernant la salubrité de l'atoll.
2. Le Conseil prend note des demandes des habitants d'Eniwetok, de Roi Namur, de Rongelap et d'Utirik concernant l'indemnisation des dommages subis, qui ont été évoquées par l'un des conseillers spéciaux, et exprime l'espoir que l'Autorité administrante y donnera suite de manière appropriée.

Demandes de réparation pour dommages de guerre

3. Le Conseil de tutelle prend note des faits récents concernant la réparation des dommages de guerre, en particulier du fait que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a ouvert un crédit de 20 millions de dollars au titre des demandes de réparation portant sur la période d'après-guerre. Cependant, le Conseil prend note de la déclaration du représentant spécial selon laquelle la Commission micronésienne des réparations a statué sur 6 598 des 10 788 demandes qui avaient été déposées avant la date limite d'octobre 1974 et que 1 877 sinistrés ont reçu une partie de l'indemnité qui leur avait été octroyée. Eu égard au fait que ces demandes sont nées de faits survenus il y a 30 ans, le Conseil recommande que la procédure de paiement soit accélérée le plus tôt possible.

B. PROGRES POLITIQUE

Gouvernement territorial

Législature

4. Le Conseil de tutelle prend note du fait que les négociations entre le représentant personnel du Président des Etats-Unis et la Commission du statut politique des îles Mariannes ont abouti à la signature à Saïpan, le 15 février 1975, du Pacte visant à établir un commonwealth des îles Mariannes septentrionales en union politique avec les Etats-Unis d'Amérique. Le Conseil note que ce pacte sera soumis à la population du district des îles Mariannes lors d'un plébiscite qui se déroulera le 17 juin 1975.
5. Le Conseil de tutelle réaffirme, comme il l'a fait lors de sessions antérieures, son vif désir que l'unité du Territoire sous tutelle soit préservée et exprime le vœu que la Convention constitutionnelle oeuvrera pour maintenir l'unité des îles Marshall et des îles Carolines.

6. Le Conseil prend note des progrès que l'Autorité administrante a accomplis dans ses efforts constants pour conduire à l'autonomie la population de la Micronésie et l'invite instamment à intensifier ces efforts, indépendamment des négociations qu'elle pourrait poursuivre avec des représentants de la population au sujet du statut politique futur de la Micronésie. A cet égard, le Conseil de tutelle note avec préoccupation qu'il n'a pas encore été donné suite à sa recommandation antérieure tendant à ce que l'exercice du droit de veto soit limité par des mesures législatives appropriées, et que sur 68 projets de loi adoptés par le Congrès de la Micronésie, 10 ont été invalidés par l'exercice du droit de veto.

7. Le Conseil recommande à nouveau d'adopter les mesures nécessaires pour opérer une distinction entre les intérêts propres du Territoire et les obligations internationales de l'Autorité administrante en vue finalement de limiter au maximum les possibilités d'exercice du droit de veto.

8. Le Conseil se rend compte que certaines des difficultés nées de l'utilisation du droit de veto découlent de la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif et que ces difficultés sont encore accrues par le fait que le chef de l'exécutif est nommé et non point élu. En conséquence, le Conseil recommande, en vue d'apaiser le conflit actuel concernant l'exercice du droit de veto, que des mesures soient prises pour que le chef de l'exécutif soit élu.

9. Le Conseil note avec satisfaction les déclarations du représentant spécial et des conseillers spéciaux confirmant les progrès accomplis dans la mise en place d'un processus de consultations en matière budgétaire, mais déplore que le Congrès de la Micronésie n'ait encore à l'égard du budget qu'un rôle de consultation et d'examen. En conséquence, le Conseil recommande qu'une responsabilité accrue soit octroyée aux représentants élus de la Micronésie en ce qui concerne l'établissement des crédits et la répartition des fonds disponibles.

#### Pouvoir exécutif

10. Le Conseil note avec satisfaction que cinq des huit principaux services chargés de la réalisation des programmes au niveau de l'exécutif sont désormais dirigés par des ressortissants micronésiens. Le Conseil souhaite vivement que cette tendance encourageante à la "localisation" de l'exécutif soit maintenue.

11. Le Conseil considère que l'augmentation du nombre de Micronésiens occupant des postes de responsabilité élevée est un fait encourageant du point de vue de la préparation de la population à l'autonomie. A titre de moyen d'encourager cette préparation du peuple micronésien à l'exercice de l'autonomie complète, le Conseil recommande que l'on envisage de nommer un Micronésien au poste de Haut Commissaire adjoint, en attendant que ce poste soit pourvu par élection.

### Fonction publique

12. Le Conseil de tutelle prend acte avec satisfaction de la déclaration du représentant spécial selon laquelle 21 des 38 postes soumis à l'avis et à l'agrément du Congrès de la Micronésie étaient occupés par des Micronésiens. Il prend également note du fait que malgré une diminution de 18,8 p. 100 du nombre d'employés expatriés, le nombre de fonctionnaires micronésiens s'est accru de 12,5 p. 100. Le Conseil réaffirme sa préoccupation devant le fait que le nombre de fonctionnaires continue d'augmenter et renouvelle sa recommandation tendant à ce que l'on envisage des mesures pour éviter que les fonctionnaires soient en trop grand nombre, ce qui constituerait une lourde charge pour le budget de la Micronésie.

### Système judiciaire

13. Le Conseil de tutelle, compte tenu du fait qu'il n'y a pas sur place un nombre adéquat de Micronésiens qualifiés, demande qu'il soit offert aux Micronésiens davantage d'occasions d'acquérir l'expérience judiciaire nécessaire pour les mettre à même de siéger à la Haute Cour et que, dans l'intervalle, le Congrès de la Micronésie soit consulté à propos de la nomination ou de la révocation des magistrats de la Haute Cour.

## C. PROGRES ECONOMIQUE

### Economie générale

14. Le Conseil de tutelle estime que l'existence de droits de douane sur les produits micronésiens entrant aux Etats-Unis constitue un obstacle constant au développement des exportations du Territoire. Il exprime l'espoir que les mesures qui seront prises à l'avenir pour encourager le commerce d'exportation de la Micronésie ne seront pas moins favorables que celles dont pourraient bénéficier les îles Mariannes.

15. Le Conseil réitère le souhait déjà exprimé lors de sa quarante et unième session que les droits de douane sur les importations considérées comme non essentielles soient augmentés, ce qui permettrait de réduire le volume de ces importations. Le Conseil estime que dans la mesure où il existe sur place des produits pouvant remplacer les articles importés, il faut s'efforcer d'exploiter et de commercialiser les produits locaux. Le Conseil se félicite que, comme l'a déclaré le Représentant spécial, le programme visant à accroître la production de produits alimentaires pour réduire les importations correspondantes soit considéré comme hautement prioritaire.

16. Le Conseil se félicite que, comme l'a déclaré l'Autorité administrante, une somme de 145 millions de dollars au total (en dollars de 1975) ait été proposée pour la période 1975/76-1979/80 pour donner une infrastructure de base au Territoire. Le Conseil exprime l'espoir que ce programme sera appliqué pendant la période de transition menant à l'autonomie.

17. Le Conseil note que des demandes émanant d'investisseurs étrangers sont actuellement à l'étude et prend également note des efforts déployés par l'Autorité administrante pour rechercher de tels investisseurs potentiels à l'étranger, notamment dans les pays voisins du Pacifique. Il espère que ces efforts seront poursuivis et que les demandes continueront d'être étudiées en fonction de la mise en place de la structure économique convenant le mieux aux besoins du peuple micronésien.

### Assistance fournie par les institutions internationales

18. Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés récemment par le Territoire sous tutelle en ce qui concerne sa participation aux activités des organisations régionales et internationales, en particulier le fait qu'il est devenu membre actif de la Conférence du Pacifique sud, membre associé de la CESAP, et qu'il a conclu un accord avec le PNUD en vue de l'établissement d'un programme pour la Micronésie. Le Conseil exprime l'espoir que ces nouveaux contacts entre la Micronésie et les institutions internationales qui s'occupent de développement contribueront à la croissance d'une économie micronésienne viable.



19. Le Conseil note que l'admission de la Micronésie à la Banque asiatique de développement dépend maintenant de l'adoption par le Gouvernement des Etats-Unis des textes législatifs nécessaires pour garantir les sommes avancées par la Banque au Territoire sous tutelle. Il exprime l'espoir que les textes en question pourront être présentés au Congrès des Etats-Unis dès que possible.

#### Crédit

20. Le Conseil prend note du fait que le Fonds de prêt au développement économique, le Fonds de prêt au développement de la production et le Fonds de prêt au développement des ressources marines accordent des prêts aux fins du développement, et il exprime l'espoir que ces prêts serviront à permettre aux Micronésiens d'acquérir des parts dans des entreprises industrielles ou de devenir propriétaires de telles entreprises.

21. Le Conseil se félicite de la création de la Banque de développement de Micronésie et de l'allocation de 140 000 dollars par le Congrès de la Micronésie en vue de couvrir les dépenses initiales, de caractère administratif et autre. Le Conseil exprime l'espoir que la Banque sera en mesure de participer au projet préparé par l'Office de l'aménagement du Territoire, surtout en vue de l'expansion et de la mise en valeur des ressources économiques de la Micronésie, conformément aux priorités déterminées par l'Administration et le Congrès de la Micronésie.

---